

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22120 - 82EME ANNÉE

Préparer le 10e anniversaire de la disparition de Paul Vergès

Quand Jean-Louis Borloo déclarait : « La Réunion a un siècle d'avance »



visite du ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, dans une station de fourniture d'énergie renouvelable à Sainte-Suzanne de La Réunion. Sa visite est dans le cadre d'une conférence sur le changement climatique et la biodiversité, se déroulant à La Réunion. (source : INA)

Le 14 juillet les camarades de Saint Denis ont organisé une réflexion pour préparer le 10e anniversaire de la disparition de Paul Vergès. Ils ont lié l'événement avec le 30e anniversaire de la Conférence de presse de 1996 et le 10e anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sur le Climat.

Nous avons un recul de 30 années pour apprécier l'effort des politiques publiques, en matière de lutte contre le réchauffement climatique et en faveur du développement durable. Durant 2 décennies, Paul Vergès a engagé la Réunion sur la voie de l'autonomie énergétique qu'on devait atteindre, en 2025. Cela suppose la fin des énergies fossiles, le passage au

transport bas carbone, notamment avec le Tram-Train, et la diminution des véhicules thermiques. (Lire à ce propos l'excellent article de Risham Badroutine dans l'édition d'hier.)

Erreur et malentendu

Durant cette période, des Réunionnais ont préféré attaquer la présidence régionale de Paul Vergès. Ils avaient moins de courage que Jean-Louis Borloo qui s'est exprimé ainsi, en 2008 : « La Réunion a un siècle d'avance ». Il était ministre d'État, de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables. Pourquoi avait-il senti le besoin de faire l'éloge des Réunionnais et de complimenter le dirigeant communiste ?

En 2008, cela faisait déjà 7 ans que notre camarade présidait l'ONERC, suivant un vote unanime de la « Loi n°2001-153 du 19 février 2001 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique de la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer ».

La Réunion était en pôle position d'une préoccupation mondiale. Jean-Louis Borloo était arrivé, un jour avant l'ouverture de la Conférence sur la biodiversité ; il venait de découvrir l'ensemble des chantiers innovants. Il a appris le projet régional de couvrir la route des Tamarins de plaques photovoltaïques qui devaient alimenter en énergie les infrastructures routières et fournir en énergie 600.000 voitures électriques à l'échéance de 2025. La route des Tamarins n'était pas encore inaugurée.

Sans compter les 600 000 arbres déjà plantés.

Il a découvert le projet de Musée des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise (MCUR). Paul Vergès l'a voulu comme un miroir de la société réunionnaise. Une « société intra-culturelle » où « chaque Réunionnais, d'où qu'il vienne, porte en lui une part de ce qui constitue sa société ». C'est la fin du communautarisme, a-t-il conclu.

Le ministre Jean-Louis Borloo a paru très impressionné. Il a voulu dire combien « tous ces projets réunionnais lui tiennent à cœur ». Eh bien, c'est ce projet exceptionnel, mondialement soutenu, que des Réunionnais ont détruit.

A l'occasion du 10e anniversaire de la disparition de Paul Vergès, il faut rappeler sans cesse ce qui fait la singularité de l'analyse des communistes réunionnais.

Ary Yee Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Le résultat d'une étude peut interpeller les Réunionnais, résidents d'un pays africain, La Réunion

Les attentes des jeunes Africains : accéder à un emploi, se former, entreprendre et construire un avenir

Les résultats de la dernière enquête Afrobarometer, menée dans 38 pays africains en 2024-2025, montre les préoccupations de la jeunesse de notre continent. L'emploi arrive très largement en tête des priorités, devant l'éducation, la formation professionnelle, l'accès au financement pour entreprendre et les services sociaux. Les jeunes interrogés identifient le manque de formation adaptée et l'absence d'expérience professionnelle comme les principaux freins à l'emploi. Plus de la moitié envisagent également de partir vivre ailleurs pour trouver de meilleures perspectives économiques.

À première vue, La Réunion semble évoluer dans un contexte très différent. Département français, l'île bénéficie d'un système de protection sociale et d'argent public qui n'existent pas dans la plupart des pays africains. Pourtant, les aspirations des jeunes Réunionnais peuvent être comparables à celles de leurs homologues africains.

L'accès à un emploi durable doit constituer leur principale préoccupation. Le chômage des jeunes dépasse le taux de l'intolérable et l'entrée dans la vie active reste difficile, y compris pour les diplômés. Un décalage entre les formations proposées et les besoins des entreprises existe, tandis que les employeurs exigent souvent une première expérience, créant un obstacle souvent insurmontable pour les nouveaux entrants.

Refus de l'assistance et des discours d'exclusion

La formation professionnelle est un levier essentiel. En Afrique, les jeunes attendent des parcours plus professionnalisants, davantage d'alternance et des formations adaptées aux secteurs d'avenir. Ils expriment également un intérêt croissant pour l'entrepreneuriat, mais soulignent les difficultés d'accès au financement et à l'accompagnement. Ces constats invitent à dépasser certains préjugés. Ils montrent que les jeunes qui vivent en Afrique

aspirent d'abord à travailler, à acquérir des compétences et à construire leur autonomie. Ils ne réclament pas des dispositifs d'assistance, mais des moyens leur permettant de vivre de leur travail.

Les résultats d'Afrobarometer mettent également en évidence une autre réalité : les difficultés économiques ne conduisent pas les jeunes à désigner les populations les plus qualifiées ou les plus compétentes comme responsables de leur situation. Leur priorité est la création d'emplois, le développement des compétences, l'investissement dans l'éducation et l'ouverture de nouvelles perspectives économiques. Autrement dit, ils attendent des politiques de développement plutôt que des réponses fondées sur l'exclusion.

L'émigration perçue comme une nécessité

Enfin, l'émigration est souvent perçue comme une nécessité. Si les jeunes Africains envisagent de quitter leur pays pour améliorer leur avenir, les jeunes Réunionnais regardent principalement vers la France et pas assez vers leur région afin de poursuivre leurs études ou d'accéder à des emplois correspondant à leurs qualifications.

Les aspirations convergent : accéder à un emploi, se former, entreprendre et construire un avenir. Un message qui rappelle que les attentes de la jeunesse se nourrissent avant tout de respect du droit au travail, bien plus que d'assistance ou de discours de rejet.

M.M.

Oté

La mizèr shé nou, sa lé pi tolérab in n'afèr konmsa !

Mézami nou lé dsi in térioir franssé. Nou lé bonpé d'moune kant mèm é si ni azout èk sa nout bann frèr é sèr bann térioir l'outre-mèr sa i gomante ankòr lo ta. Dizon nou lé plizyèr santène milyé d'pèrsonne é an parmi néna dé mil é dé san pov mèm mizèr.

Poitan kan i fé i rényon lo G7 La Franss lé la é sa i vé dir li fé parti bann sète péi pli rish é pli dévlopé dsi la tèr. La franss i koz égal-égal avèk bann gran péi — lo prézidan i zoué ziska la pongn avèk prézidan l'Amérik. Li amontr son misk, li amontr son l'armé, son bann gran lékol, son bann linvanssion.. Toussa lé bien zoli.

Mé kossa li fé avèk son bann pov kissoi sak i viv dann légzagone-in drol de nomm pou in péi, mé sé la zéografi k'i désside de sa-sansa dann bann péi l'outre-mèr pou mwin ziska zordi bannpéi la mank zot dévlopman. Konmsi l'avé mète azot ékspyé dann la dépendanss. I di poitan lo droi o dévlopman sa sé in n'afèr rokoni mé zapé ziska zordi.

Pou mwin sa sé in déssizion politik, inn manyèr amontr anou épi lé zot ké san La franss ni kont pou arien. Toussèl nou lé mor mèm si in minorité i viv bien é in majorité i manj lo réstan... é ni kontant anou dsa mèm si ni tienbo pa kont bann rézolisyon l'onu. Pars l'onu i domann la kominoté internassyonal siprime la povreté é favoriz lo dévlopman.

Mazine in pé si bann gran z'ansien konm Lépèrvanche, konm Raymond vergès, Cézaire épi d'ot, la ou zot i lé, zot i rann azot kont kossa La franss la fé avèk la départmantalizasyon. Mi panss lé possib zot i rogrètré in n'afèr konmsa alé oir zot l'avé bon zintanssion épi bon projé pou zot péi.

Lé vré néna problèm pou réglé é zot lé inportan mé la pa pou sa i fo trète bann pov konm lo dèrnyé rou d'la sharète, konm kantité néglizab. Sa lé pi tolérab la mizèr dann bann térioir l'outre — mèr. Kanssa i fé in plan pou règ problèm-la. In problèm kapital kant mèm !

A bon antandèr salu !

Justin